

Les rapports d'énonciation

(...) c'est aussi le fondement d'une vision solidaire et pacifique des relations **internationales** à l'opposé du prétendu choc des civilisations. L'impératif solidaire il vaut à l'intérieur de chaque société : - lutte contre l'exclusion sociale et la précarité contre les discriminations et la **xénophobie** (...) respect des droits fondamentaux des personnes issues de l'**immigration** à commencer par le droit d'asile (...) Nous voulons une Europe **cosmopolite** ouverte à l'**immigration** et non pas une Europe forteresse qui rejette les gens en détresse (...) Les personnes qui fuient les persécutions à cause de leur engagement politique de leur idéologie de leur religion ou de leur orientation sexuelle doivent trouver **asile** et **protection** en Europe (...) À quoi s'ajoutent les pressions psychologiques et physiques, le mal-être, la peur, la **disparition des solidarités** et la violence à l'encontre des plus faibles, comme le démontrent de façon dramatique la politique d'**immigration** de l'Union européenne et la situation des **migrants** dans l'Union européenne et dans ses pays membres (...) [Programmes GE, PCF, AKEL]

D'une part, dans la démarche critique du discours programmatique envers les politiques de l'UE, la question de l'immigration est associée à des occurrences ayant une connotation négative : « exclusion », « choc », « forteresse », « pressions », « mal-être » etc. D'autre part, dans la perspective de l'annonce du *vouloir faire* de ces partis, l'immigration est associée à des termes positifs : « solidaire », « respect », « cosmopolite », « ouverte », etc. Suivant ces constats, nous pouvons mettre en avant l'idée que cette lecture de l'état des choses à partir d'une vision *internationale* (en combinaison avec le facteur transversal de l'*égalité*) amènent les partis de gauche à traiter l'enjeu de l'immigration en Europe en termes de « solidarité », d'« asile » et de « protection ».

L'analyse des programmes basée sur la théorie de l'énonciation permet de distinguer les discours programmatiques des partis selon la définition qu'ils donnent d'eux-mêmes. Nous avons vu dans le chapitre précédent que les énonciateurs utilisés se révèlent identiques pour tous les programmes ; nous avons repéré notamment pour chacun de ces programmes –un énonciateur abstrait, - le « nous » public, et - le « nous » des partis qui est aussi lexicalisé souvent par le nom du parti en question. Dans cette section, la focale est mise sur cet énonciateur qui, quoique du même type pour tous les programmes implique des rapports d'énonciation, des partenaires et des récepteurs distincts selon l'appartenance partisane des programmes.

L'objectif est de définir la façon dont les partis s'auto-appréhendent. Il s'agit de montrer aussi que la définition d'un « soi »-partisan présente des proximités en fonction de l'appartenance idéologique. C'est-à-dire que les partis d'une même « famille » politique se définissent de manière semblable, tout en se démarquant des appréhensions de soi des partis idéologiquement distincts.

3.1. Les rapports d'énonciation dans les programmes de la droite : quand « nous » c'est l'Europe

Dans les programmes des partis membres du PPE ainsi que dans le discours programmatique propre de ce dernier, l'emploi du « nous » ne désigne pas les partis de droite en tant qu'organisations partisans, mais il s'identifie à des faits historiques : « le marché unique », « la monnaie unique » ; et des personnages historiques : « Jean Monnet », « Robert Schuman » etc. Voici un extrait issu du programme du PPE :

(...) En tant qu'héritiers des pères fondateurs de l'intégration européenne, Jean Monnet, Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide de Gasperi, **nous** sommes conscients de **notre** riche héritage et déterminés à façonner l'Europe du futur (...) Les objectifs de **nos** grandes réussites européennes comme le marché unique et notre monnaie unique commune, l'euro, ont toujours été la valeur ajoutée que ces réalisations pouvaient

apporter aux citoyens en favorisant le développement économique et la création d'emplois dans un monde de plus en plus globalisé (...) [**Programme PPE**]

Dans ces opérations énonciatives, le « nous » partisan tente de s'assimiler à l'histoire de l'UE et à ses réalisations. Mais, ce n'est pas à n'importe quelle Europe que les partis de droite s'identifient. Les expressions telles que « riche héritage », « grandes réussites », qui sont à la fois associées au « nous » partisan et à l'Europe, agissent comme une double opération qui d'une part crée une Europe *réussie*, d'autre part *incorpore* cette Europe dans la construction de l'identité même des partis énonciateurs.

Ces opérations ne concernent pas seulement le passé, mais elles sont réactivées dans la suite des programmes à propos des actions du présent et de la projection sur l'avenir. Ceci est observable dans l'extrait qui suit, issu du programme de l'UMP :

(...) L'Europe que **nous construisons** est une Europe souveraine et politique. **Nous voulons bâtir**, sur les fondations actuelles de l'Union européenne, un « modèle de civilisation », politique, économique, social et environnemental pour notre continent. Un projet européen pour le XXI^e siècle (...) [**Programme UMP**]

Le « nous » partisan n'est pas seulement impliqué en tant que protagoniste aux succès européens du passé, mais il est, toujours, en train de les construire. Et c'est sur ces bases historiques et actuelles que le « nous » partisan veut « bâtir un modèle de civilisation », une Europe idéale. De cette manière le « nous » des partis de droite tente de s'identifier à l'idiosyncrasie même de l'UE. Autrement dit, le lien entre *ce qu'a été, ce qu'est, ce que sera* l'Europe et l'énonciateur partisan ne laisse pas de doute : « nous », c'est l'Europe. En ce sens, la légitimité de l'exercice du pouvoir européen est fondée sur l'association de ces partis à l'idée même de l'Europe. Il en résulte ainsi un rapport pédagogique, voire autoritaire, entre les partis et les électeurs qu'ils sont censés représenter.

3.2. Les rapports d'énonciation dans les programmes social-démocrates : la construction de soi par opposition aux autres ; ou le « nous » comme un « vous »

Dans les programmes des partis PSE, PS et EDEK, nous observons que la construction de soi se réalise essentiellement dans l'opposition aux autres. Le « nous » partisan se pose face à une autre entité et à ses opinions et actions afin de définir son identité et ses propres *vouloir-faire*. Dans le programme du PSE, cette opération énonciative se rend visible dès les premières lignes :

(...) **La droite** dit : « adaptez-vous au marché ». **Nous** disons : « décidons notre avenir ». (...) Contrairement à **la droite**, **nous** n'assimilons pas l'emploi et les droits sociaux des salariés à des charges qu'il faudrait sans cesse réduire (...) **La droite** parle du changement climatique mais pour **nous** il faut autre chose que des mots. [Programme PSE]

Comme nous pouvons l'observer dans ces extraits, le « nous » se définit par opposition à « la droite ». La droite est impliquée dans le discours de ces partis comme l'un des énonciateurs puisque elle « dit » et elle « parle ». Ses énoncés se mettent en désaccord avec les énoncés du « nous » partisan soit par le sens qu'ils mettent en avant, soit par la lexicalisation de cette opposition grâce à des termes tels que « contrairement », « mais », etc.

Quant au programme du PS (français), cette opération énonciative de la définition de *soi* par opposition à la droite est en quelque sorte structurante. Elle sert comme facteur de la structuration interne des chapitres. En effet, chaque chapitre thématique est structuré par quatre sous-parties : « ce que l'on entend par là », « ce que nous avons obtenu », « ce qu'a fait la droite » et une dernière sous-partie, intitulée « ce que nous proposons ». Voici l'exemple du chapitre qui porte sur l'immigration :

« Une politique d'immigration pour le progrès

Ce que l'on entend par là

(...) Nous voulons une politique d'immigration qui accorde davantage de place à l'immigration légale (...)

Ce que nous avons obtenu

(...) En matière d'immigration légale, un premier pas timide a été réalisé avec l'adoption d'une "carte bleue" européenne (...)

Ce qu'a fait la droite

(...) En votant pour la directive "retour" (UMP) ou en s'abstenant courageusement (Modem et Nouveau Centre), la droite a cautionné, avec la bénédiction de la présidence française, des mesures attentatoires à la dignité humaine (...)

Ce que nous proposons

(...) la révision des règles sur le regroupement familial afin qu'elles soient plus respectueuses du droit à vivre en famille et de l'intérêt supérieur de l'enfant (...) »

Cette dissociation énonciative dans les programmes des partis socialistes et démocrates, se double progressivement d'une autre opération, cette fois-ci d'association. Plus précisément il s'agit d'une opération d'énonciation qui part de la dissociation de l'énonciateur partisan avec « la droite » et qui finit par l'association du premier avec les « citoyens ».

(...) Chaque électeur aura à choisir entre notre conception d'une Europe de progrès, où les citoyens, les Etats et les pouvoirs européens travaillent ensemble pour répondre aux aspirations de tous ; et une Europe de droite, où l'avenir de nos pays et de nos concitoyens serait remis au jeu du marché (...) [**Programme PSE**]

Tout au long de leurs discours, ces partis construisent une proximité avec les citoyens à travers l'identification entre ce que les citoyens veulent et les projets des partis. Voici quelques exemples :

(...) Le Parti socialiste européen, lui, s'engage à créer une société plus juste et plus protectrice, prête à relever les défis qui sont devant nous, en disant : « les citoyens d'abord » (...) Mais nous savons comment en sortir : relancer l'économie européenne et établir la justice dans la nouvelle Europe sociale. Relever les défis et améliorer la vie des citoyens (...) [**Programme PSE**]

Le discours programmatique du PSE va même jusqu'au point de mobiliser un troisième énonciateur (l'énonciateur abstrait) pour affirmer, voire imposer cette association entre le parti et les lecteurs-citoyens :

(...) Le **Parti socialiste européen** parle en **votre** nom, il défend **vos** intérêts et soutient **vos** causes (...) [**Programme PSE**]

Ainsi, si l'identité des partis se construit en opposition à la droite et en même temps par association aux citoyens, le message implicite de ce mythe est que « la droite est l'opposée des citoyens ». La construction de soi par conséquent implique à la fois la construction de celui que l'on n'est pas et celui à qui on ressemble et que l'on représente.

3.3. Les rapports d'énonciation dans les programmes de la gauche : un « nous » qui résiste et qui lutte...pour les peuples

Les énoncés associés à l'énonciateur partisan dans les programmes des partis de gauche mettent en avant le fait que l'Europe, telle qu'elle est actuellement n'est pas l'Europe voulue par ces partis. Après l'analyse discursive de ces énoncés, il résulte que ces derniers sont caractérisés par deux tendances : d'une part une tendance d'opposition, d'autre part une tendance de revendication. Nous observons en effet au sein des ces énoncés une forte présence des occurrences qui manifestent une opposition, telles que : « rejetons », « refusons » etc. :

(..) **Nous rejetons** la directive de l'Union européenne qui allonge le temps de travail hebdomadaire à 65 heures (...) **Nous refusons** toute règle ou directive dans l'Union européenne et ses pays membres qui impose l'expulsion (...) **Nous** sommes **opposés** à toute réforme de la Politique agricole commune de l'Union européenne qui mettrait en cause les politiques agricoles publiques (...) [**Programme GE**]

Il vaut à l'intérieur de chaque société: lutte **contre** l'exclusion sociale et la précarité, contre les discriminations et la xénophobie (...) nous ferons entendre - **à l'opposé** de la

politique de Nicolas Sarkozy - le projet d'une Europe indépendante (...) [**Programme PCF**]

(...) En Europe nous sommes **combattants** et non pas simples applaudisseurs (...) Nous avons dit **NON** à la directive Bolkestein qui conduira à (...) [**Programme AKEL**]

L'analyse du sens thématique de ces énoncés montre que ces partis se positionnent en désaccord avec la plupart des politiques européennes. Autrement dit, ils renvoient à d'autres les responsabilités des politiques menées par les institutions européennes. Ils se présentent en quelque sorte comme les « dominants » de la société européenne.

La deuxième tendance de cet énonciateur se manifeste par les verbes utilisés dans l'annonce des projets des partis. Tandis que dans les programmes des autres partis du corpus les projets des partis sont annoncés notamment avec l'utilisation du verbe « proposer » (nous proposons), dans les programmes des partis de gauche les projets sont mis en scène par des verbes « revendiquer », « lutter » et « se battre » :

(...) **Le Parti de la gauche européenne** estime que la seule issue possible de cette crise est de **se battre** pour une Europe démocratique et sociale : une Europe des peuples et non une Europe des banques (...) [**Programme GE**]

(...) **Nous nous battons** pour une Europe laïque (...) **Nous luttons** pour une Europe démocratique, pour que les peuples aient un rôle souverain (...) [**Programme PCF**]

(...) **Nous** avons proposé et **nous revendiquons** avec le gouvernement le respect de la souveraineté des Etats et de leur peuple (...) Nous avons **revendiqué** et nous avons obtenus des décrets du Parlement Européen et du conseil de l'UE [**Programme AKEL**]

Cette dominance des verbes « battre », « lutter » etc. implique que la démarche constructiviste d'un futur par ces programmes ne peut se rendre possible que par des luttes. Le « nous partisan » est identifié à une politique revendicative qui passe par la lutte.

Au-delà de ces tendances d'opposition et de revendication que l'analyse de l'énonciation permet de dégager, nous pouvons aussi mettre en avant des constats qui concernent le destinataire de ce discours programmatique. Ainsi, comme nous pouvons l'observer dans

l'extrait plus haut, l'occurrence lexicale « peuples » occupe une place centrale dans l'énonciation des projets. Il s'agit d'une opération qui consiste à définir les exigences et les luttes de ces partis comme étant au service des « peuples ». En ce sens, les partis de gauche tentent de se positionner *aux côtés* des intérêts du « peuple ». L'énonciateur partisan s'assimile ainsi à la volonté des peuples. Ce positionnement est d'autant plus important que dans la construction des rapports de communication, le « peuple » est placé en tant que principale destinataire de ces discours programmatiques. L'extrait issu du programme du parti de la GE permet de constater ceci de manière claire :

« Plus que jamais, l'Union européenne est à la croisée des chemins :

- ou bien elle continue de mener sa politique capitaliste actuelle qui approfondit sa crise financière, alimentaire, énergétique et de sécurité ;
- ou bien elle se tourne vers une option de développement durable et de justice sociale, de paix et de coopération mutuelle, d'égalité entre les femmes et les hommes, de démocratie participative et de solidarité, où l'antifascisme, l'antiracisme, les libertés publiques et les droits de l'homme sont appliqués par tous.

Ce choix est entre les mains des peuples. Pour vaincre la résignation et l'abstention, nous affirmons : des alternatives existent. La politique peut et doit être changée, tant aux niveaux nationaux qu'au niveau européen. »

Les « peuples » ne sont pas des destinataires passifs, mais ils sont construits comme des entités actives et rationnelles. Ils peuvent, en effet, à partir des choix électoraux transformer les politiques européennes. Dans les programmes de la gauche, les électeurs sont représentés et lexicalisés comme « peuples ». La convocation du destinataire dans ces programmes peut se traduire par un appel des électeurs, donc du peuple, pour le changement de l'Europe.

4. L'appartenance idéologique-partisane comme source génératrice de la construction des mythes du politique européen

Les positions politiques et les thèses politiques des partis ne définissent pas nécessairement les actions politiques correspondantes. Elles opèrent comme un vécu et comme une manière de voir et de construire cognitivement la réalité et, en tant que telles, elles peuvent jouer sur la formation ou la transformation des actions politiques. Les mythes politiques ne se forment pas seulement en tant que contraintes liées à la base électorale des partis et à la structuration du champ politique, mais elles sont produites également selon les expériences et les mondes vécus de leurs producteurs, qu'ils reproduisent dans leurs discours comme des horizons d'attente.

Cette analyse permet de montrer que les partis politiques de l'UE présentent des cohérences idéologiques. Les partis appartenant à une même famille politique ont recours à des réalités idéelles plus ou moins semblables pour construire et pour argumenter leurs projets politiques. Ce constat est novateur dans le sens où plusieurs travaux mettent en avant des thèses différentes. Le positionnement politique au sein de partis politiques de l'UE se ferait essentiellement selon les critères et les clivages d'intérêts nationaux.

Notre propos ici consiste au contraire à soutenir que nous pouvons tenter de comprendre les cohérences discursives entre les partis appartenant au même groupement européen, en les ramenant aux *idéologies* particulières qui lient les partis porteurs de ces discours. Les idéologies qui lient/distinguent les partis sont considérées ici comme des *champs d'expériences cognitives* des partis, orientant ainsi l'appréhension qu'ils ont (font) de l'Europe. Les idéologies sont en ce sens des sources génératrices dans la construction des horizons d'attente européens, lesquels, produits comme tels, opèrent comme actualisation et reconstruction de ces idéologies. Certains traits des mythes de l'Europe construits par les programmes peuvent être interprétés comme étant fondés sur les traditions idéologiques-politiques des partis. Certains autres comme renouvellement et actualisation de ces idéologies.



L'utilisation du concept de *l'idéologie* comme facteur constitutif des mythes du politique européen invite à apporter quelques précisions sur ce que nous considérons comme

« idéologie ». En effet, l'utilisation de l'idéologie comme cadre analytique à la fois de ce qui rapproche les programmes et de ce qui les distingue peut poser problème. D'abord, parce qu'il n'existe pas de définition de la notion généralement acceptée. L'*idéologie* est selon McLellan (1995) le concept le plus ambigu des sciences sociales. Puis, parce que le plus souvent les diverses significations et acceptations que le concept prend à travers le temps et les courants, l'enferment dans des rapports de *domination* et d'*aliénation*.

Pourtant, l'apparition du terme n'a rien de péjoratif. Le terme a été utilisé pour la première fois publiquement en 1796 par Antoine Destutt de Tracy pendant la Révolution Française. Le premier sens de l'idéologie, tel qui a été donné par de Tracy renvoyait à une activité scientifique. De Tracy entendait par « idéologie » une nouvelle science qui aurait comme objet les idées et leurs origines.

Ce n'est qu'avec l'utilisation de la notion par Karl Marx et Friedrich Engels dans « L'idéologie allemande » (1846) que la notion débute sa vie politique. Dans l'ouvrage on lit à propos de l'idéologie :

Les pensées de la classe dominante sont aussi les pensées dominantes de chaque époque, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. (Marx, Engels, 1965 : 52 -55).

Marx utilise la notion d'idéologie dans des perspectives qui lui permettent d'aborder la critique du système capitaliste. L'idéologie est en quelque sorte associée à la manipulation ; c'est un mécanisme cognitif au service de la classe dominante qui crée une *fausse* perception du monde afin de légitimer les intérêts et les opinions de la classe dominante dans la conscience de la classe dominée. En d'autres termes l'idéologie est composée par des *a priori*, des sens dominants, de chaque époque. Donc pour Marx, à chaque époque il n'y a qu'une idéologie.

Néanmoins avec les marxistes du 20^{ème} siècle la notion d'idéologie se débarrasse à la fois de son sens négatif et de son existence solitaire. En effet, Lenine (1902) considère les pensées prolétaires comme des composantes de l'idéologie Socialiste, ou de l'idéologie Marxiste. Une terminologie qui laisserait probablement Marx, lui-même, perplexe. Un autre marxiste, Antonio Gramsci, a contribué non seulement à renforcer l'idée de la pluralité des idéologies mais a de plus attribué une place centrale à la notion d'idéologie dans le rapport de lutte des classes. Pour Gramsci, le système capitaliste se maintient et se reproduit aussi bien et au même titre par la domination économique que par la domination intellectuelle, ou selon ses propres termes, par *l'hégémonie idéologique* (Gramsci, 1971). L'hégémonie idéologique renvoie à cette capacité de la classe dominante à imposer ses pensées et ses opinions au détriment de celles de ses adversaires, additionnée à la capacité de les faire paraître comme du *sens commun*.

Or, malgré ces évolutions du concept d'« idéologie » dans l'école Marxiste, celui-ci ne nous permet toujours pas de comprendre et d'analyser une existence plurielle des idéologies au-delà de celles des dominants et des dominés. C'est probablement chez Karl Mannheim (1956) que l'on retrouve une définition plus *neutre* (moins critique) de l'idéologie. Le sociologue, décrit les idéologies comme des systèmes de pensée qui cherchent à défendre un état des choses social spécifique. Il peut en ce sens y avoir, en même temps dans un espace donné, des idéologies qui défendent et légitiment un mode et une organisation de vie sociale et des idéologies qui revendiquent un autre mode et une autre organisation de la société différents de ceux qui dominent.

Dans la suite de cette proposition, nous considérons l'idéologie comme un mécanisme vivant qui ne cesse pas de se former et de se transformer. L'idéologie ne se réduit pas nécessairement à des idées globales, abstraites et théoriques, mais elle se traduit et s'adapte à des enjeux plus concrets de la vie politique et elle sert comme référence d'appui à une prise de position donnée. Les idéologies constituent alors des instances de discussion et de production des conditions de production de la société (Bourque et al., 1994).

Adopter une telle thèse signifie que les temps, les espaces, les événements et les rapports sociaux que les mythes du politique européen produisent résultent d'actes dont nous pouvons attribuer la responsabilité à un groupe d'idées et d'agents et au dialogue qui existe entre eux.

En ce sens, au-delà des agents qui sont impliqués dans le processus de production des programmes électoraux nous pouvons et nous devons articuler ces productions avec les *idéologies* qui animent les actions non pas d'agents mais d'un groupe d'agents : le parti. Ainsi, les représentations politiques ne sont pas considérées comme l'œuvre de quelques individus, mais d'un processus social dont ces individus ne sont que des représentants ou des participants au même titre que les autres agents⁵⁵. Suivant cette logique, nous pouvons ramener les particularités ou cohérences des discours programmatiques à une dimension dynamique et tenter de les articuler avec les idéologies-partisanes de la production collective des programmes.

4.1. L'idéologie des programmes de la « droite »

Dans les programmes des partis PPE, UMP et DISI, trois éléments essentiels composent les mythes de la droite : a) le rapport au temps qui construit un passé positif et référentiel pour la construction de l'avenir, tout en appréhendant la crise du temps présent comme un *temps-mort* ; b) la « finance » et « la sécurité » comme matrices thématiques génératrices des positionnements politiques ; c) l'identification d'un « nous »-partisan à l'Europe dans les rapports d'énonciation.

En fusionnant ces éléments, le mythe qui en résulte est le suivant : *Nous avons fondé l'Europe, nous savons comment achever son intégration. Cette dernière est une condition nécessaire afin de faire face aux enjeux de l'économie et de la sécurité liés à la mondialisation.*

Plus analytiquement, le rapport au temps construit par ces programmes relève d'un positionnement favorable de ces partis vis-à-vis de l'intégration européenne. Le PPE et ses

⁵⁵ Nous reviendrons de manière plus explicite sur cela dans un chapitre ultérieur, notamment à travers l'analyse des activités pratiques et discursives des coproducteurs des discours programmatiques.

composantes revendiquent l'idée même de la construction de l'UE. Ils se définissent comme les héritiers des fondateurs de l'UE. Ainsi, le projet du parti pour l'achèvement de l'intégration européenne est considéré comme un héritage, comme un objectif fondamental de la création du parti. Ceci va de pair avec l'assimilation opérée au sein des programmes entre ces partis et l'Europe elle-même, et qui consiste à soutenir que le PPE parle au Nom de l'Europe.

« En tant qu'héritiers des pères fondateurs de l'intégration européenne, Jean Monnet, Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide de Gasperi, nous sommes conscients de notre riche héritage et déterminés à façonner l'Europe du futur [**Programme PPE**]

Les programmes mettent en avant un « régime d'historicité » qui consiste à appréhender le présent (« la crise ») comme un moment passager situé entre un monde vécu merveilleux et un horizon d'attente qui lui ressemble. Ce positionnement *pro-intégration* est inscrit et souligné dès le premier texte officiel du PPE, de la plateforme politique adoptée à Athènes en 1992, jusqu'à la dernière plateforme du parti adoptée en 2012. Dans cette dernière, par exemple, nous pouvons lire :

« Our political family is the driving force of **European integration**. The European Christian Democrats founded in 1976 - as the first European party – the European People's Party. It has become the party of the centre and the centre right. After the end of the Cold War two decades ago, we helped to lay the foundations for **a Europe truly whole and free** »⁵⁶

L'intégration européenne pour la droite européenne constitue un projet idéologique, dans le sens où ce mode d'organisation des Etats européens est mobilisé comme solution à des problèmes géoéconomiques. En d'autres termes, le mythe produit par ces partis revient à dire que l'organisation des sociétés européennes sur le modèle de l'Etat-nation n'est plus suffisante pour faire face à des enjeux contemporains. Les enjeux transnationaux exigent des solutions transnationales. Si au départ les problèmes géopolitiques à résoudre se résumaient au « nazisme » et à « la montée du communisme », aujourd'hui l'intégration européenne est censée apporter des solutions à d'autres problèmes, notamment d'ordre économique :

⁵⁶ Plateforme PPE, paragraphe 2, adoptée au congrès, Bucarest, 17 et 18 Octobre 2012. La traduction française n'est pas encore disponible.

« in the decade since 2000, new challenges have emerged. Globally, the West finds itself in an unprecedented and intensifying global competition with emerging economic powers (...) » « We need to explain, equally, that the economic benefits stemming from European integration greatly outweigh the costs »⁵⁷

Nous constatons ainsi que la place de la dimension économique-financière dans le processus de l'intégration européenne est centrale. Mais le primat de la finance et l'importance du « marché » au sein des programmes du PPE et de ses membres UMP et DISI peut être comprise comme étant de l'ordre idéologique fondamental et non circonstanciel. Nous pouvons, en effet, lui apporter une explication en ayant recours au contexte idéologique-historique de ces partis. Plus précisément, la cohérence de ces trois partis est construite sur le postulat selon lequel le progrès économique est le facteur incontournable du progrès. Nous pouvons en ce sens voir des liens entre ce postulat et la notion d'*utilité*. Cette dernière est définie par Bentham (1789) comme « le principe selon lequel toute action, quelle qu'elle soit, doit être approuvée ou désavouée en fonction de sa tendance à augmenter ou à réduire le bonheur des parties affectées par l'action ». Selon Touchard (1958), c'est l'émergence de la dimension utilitariste de la politique qui a favorisé la subordination de la politique à l'économie.

La cohérence discursive de ces partis peut être plus concrètement comprise par leur adhésion aux principes du modèle de l'*économie sociale de marché*, un modèle qui est revendiqué et défendu à la fois dans les programmes électoraux et dans les actes de fondation des trois partis. Ce modèle économique se présente historiquement comme une sorte de troisième voie entre le socialisme et le libéralisme. L'objectif principal de l'économie sociale de marché est de combiner, dans une économie concurrentielle, l'initiative libre avec un « progrès social » garanti justement par la performance des marchés (Uterwedde, 2009).

Dans les programmes de ces partis, les facteurs de l'économie et de marché, transposés en tant que principes du modèle de l'économie sociale de marché, jouent un rôle structurant dans la construction de la réalité et par conséquent dans la manière dont d'autres enjeux sont traités⁵⁸.

⁵⁷ Idem.

⁵⁸ Nous pouvons lire par exemple dans la charte des valeurs de l'UMP : « (...) Nous voulons une Europe qui rayonne par ses valeurs et son économie. Nous voulons une Europe sûre de ses frontières, qui protège. »

Nous avons pu constater cela par le traitement que ces discours programmatiques font du « réchauffement climatique » et « de l'enjeu démographique ».

Parallèlement, cette analyse a mis en évidence que le principe de sécurité joue aussi un rôle important dans la construction des propositions dans les programmes. Le principe de sécurité contrairement au primat de l'économie, n'est pas ancré de manière historique dans l'idéologie de ces partis. Il peut en ce sens être appréhendé comme une actualisation idéologique⁵⁹. Certes, à partir des années 1970, comme le montrent plusieurs enquêtes, le thème de l'insécurité/sécurité occupe une place très importante dans le discours politique (Bonnelli, 2008 ; Mucchielli, 2007 ; Simon, 2007). Or, il ne s'agit pas de la même « sécurité ». Au début de cette période de *frénésie sécuritaire* (Mucchielli, 2008) l'insécurité dans le discours politico-médiatique renvoie à une forme de délinquance particulière, à savoir celle qui peut menacer directement tout individu social : les meurtres, les viols, les cambriolages et ceci avec l'accent mis sur les cas de récidives (Robert, 2002). A partir des années 1990 s'opère un tournant dans la définition du sens de l'insécurité. La criminalité est désormais considérée comme un risque de masse non étatique et sa gestion nécessite par l'Etat une coopération internationale (Cario, 2002). Ce tournant est marqué aussi par la dominance des termes de sécurité/insécurité au détriment de ceux de « délinquance » et de la « criminalité ».

En se basant sur nos analyses et notamment sur le constat selon lequel les principes de l'économie et de la sécurité sont liés, il en résulte que nous sommes peut être en train d'assister à un autre tournant de l'usage de la notion de *sécurité*. En effet, c'est la lecture de la réalité à partir des principes du modèle de l'économie sociale du marché qui a conduit les partis défendant ces principes à introduire un autre facteur pour appréhender et construire la réalité ; à savoir le principe de la sécurité. Plus analytiquement, la sécurité peut être vue comme un facteur aussi important que l'économie, puisqu'elle autorise la réalisation de l'économie de marché. Autrement dit, si le modèle de l'économie de marché présuppose comme condition

⁵⁹ Le principe de la sécurité est même entrain de devenir constitutionnel pour ces partis. Dans la charte des valeurs de l'UMP approuvée par le vote des militants le 18 novembre 2012 nous lisons : « Pour assurer cette liberté, (offerte par le niveau économique) il faut que notre société se fixe des règles et des principes fermes au service du bien commun. Il n'y a pas de liberté possible sans sécurité et sans autorité ».

préalable au progrès social le développement économique et la « bonne santé des marchés », le discours des programmes définit en quelque sorte la « sécurité » comme condition nécessaire à ce développement économique.

Ainsi ces deux principes, de l'économie et de la sécurité, ne servent pas seulement comme des facteurs qui mettent en scène une série d'enjeux mais aussi comme des ressources cognitives qui orientent le traitement d'autres enjeux européens. Les termes d' « insécurité / sécurité » dans les programmes des ces partis sont liés notamment à la politique étrangère et à la politique d'immigration de l'Union Européenne. Autrement dit, dans ces programmes, la question de l'insécurité et plus précisément de « la lutte contre l'insécurité » met au premier plan des politiques de « lutte contre le terrorisme » et « le combat contre l'immigration clandestine ». Ainsi les discours programmatiques de ces partis convergent sur l'idée de « renforcer les capacités opérationnelles et les ressources de l'agence de contrôle des frontières FRONTEX », de « créer un corps de garde-côtes européen », et de « développer une politique commune pour lutter contre l'immigration clandestine ».

Si l'on suit le *sens* des programmes de la droite, nous pouvons probablement parler d'un nouveau tournant cognitif de la « sécurité » ou du moins de l'ajout d'une nouvelle dimension à côté de celle de « l'enjeu international » : la dimension économique.

Notre objectif n'est pas d'approfondir ici l'analyse ni du modèle de l'économie sociale du marché, ni de l'évolution du sens de la sécurité, ni même du processus de l'intégration européenne. Nous voulons montrer que les proximités discursives des programmes de ces partis peuvent être appréhendées comme une cohérence idéologique qui non seulement maintient l'existence des mythes politiques, mais les actualise, en produisant de nouveaux enjeux politiques et en générant des positionnements politiques vis-à-vis des ces enjeux.

4.2. L'idéologie de « la social-démocratie »

Les proximités discursives des programmes PSE, PS et EDEK qui se sont dégagées à partir des indicateurs de la *temporalité*, du *thème* et de l'*énonciation*, peuvent être synthétisées de manière transversale en une vision de la réalité construite à partir des principes de l'« économie » et celui de celui de « droit ». Autrement dit, c'est à partir d'une telle vision de la réalité sociale que ces partis se positionnent face à d'autres enjeux.

Plus précisément, la construction des régimes d'historicité par ces programmes révèle un double positionnement : l'un général et l'autre particulier. D'une manière générale, les partis se positionnent favorablement quant à l'idée de l'intégration européenne et ceci en construisant un passé lointain prometteur. Mais ils adoptent, en particulier, une posture critique vis-à-vis de l'UE actuelle en construisant un passé proche et une actualité « critiques ». Si l'état actuel de l'UE est critiqué c'est qu'il met en péril les droits sociaux. La condition de la possibilité pour les « droits » est un bon niveau financier. Les « droits » et la « finance » constituent en effet les matrices thématiques génératrices de ces programmes. Sur le plan de l'énonciation les partis social-démocrates s'identifient par opposition à « la droite » et en association avec les « citoyens ». Nous considérons que les mythes qui en résultent sont de l'ordre idéologique-partisan.

En effet, le sens de la social-démocratie tel qu'il est accepté généralement aujourd'hui trouve ses racines au milieu du 20^e siècle. Il est en lien avec la tendance des partis social-démocrates de l'époque, d'abord, à adopter des méthodes parlementaires (réformistes) ayant comme but le socialisme, abandonnant ainsi progressivement l'idée des mouvements révolutionnaires. Puis, et surtout, de reconsidérer leur but socialiste. Désormais les partis social-démocrates ne cherchent plus à abolir le capitalisme mais à le réformer, le rendre plus « social » (Moschonas, 2002). En d'autres termes, le(s) courant(s) politique(s) de la social-démocratie consiste(nt) d'une manière générale à revendiquer un équilibre entre *l'économie du marché* d'un côté et *l'intervention de l'Etat* de l'autre. Voici un extrait de l'un des premiers textes officiels du PSE :

« Pour les socialistes, une économie moderne ne peut être développée qu'en liaison étroite avec les partenaires sociaux. Et nous savons que les économies sont d'autant plus fortes que les sociétés sont solidaires. La précarité et l'exclusion nuisent à tous. Nos sociétés ont l'ambition d'intégrer tous les citoyens par l'accès au savoir, à l'emploi et

aux nouvelles technologies. C'est pour cela que nous disons "oui" à l'économie de marché, mais "non" à la société de marché »⁶⁰

C'est un tel équilibre qui selon les social-démocrates contribuera à renforcer l'*Etat providence*. L'Etat providence est censé augmenter, par la contribution (impôts) des plus riches au financement de l'Etat, le niveau de vie des catégories de gens les plus démunis. Cette procédure n'est possible que dans un Etat suffisamment prospère afin que la contribution des plus forts demeure suffisante pour le financement des aides sociales. En ce sens, le moteur du modèle social-démocrate repose sur le développement économique (Crosland, 1977). Cet équilibre entre « droits » et « niveau financier » dans les programmes de ces partis opère comme principe qui oriente leur positionnement face à des enjeux *a priori* non idéologiques comme par exemple la question des femmes, de l'immigration et des relations internationales de l'UE avec des pays tiers⁶¹.

Par ailleurs, ce postulat idéologique amène les partis socialistes dans leurs programmes premièrement à défendre le projet de l'intégration de l'UE en le considérant comme garant d'un « niveau économique suffisamment élevé ». Deuxièmement à critiquer la gestion actuelle de l'UE en soulignant notamment l'absence d'équilibre entre le marché et le rôle social de l'UE, c'est-à-dire comme garant des droits. Cette distinction du positionnement des partis social-démocrates vis-à-vis de l'intégration européenne et vis-à-vis de la démarche critique envers les forces politiques au pouvoir de l'UE est inédit. Plus précisément, Hix et Gabel, en cherchant à comprendre comment les positions politiques des partis européens évoluent, ont analysé les manifestes des cinq élections européennes (1979-1999). L'un des constats qu'ils mettent en avant est le fait que les partis social-démocrates, dès la première forme de l'UE, alternent entre un positionnement pro-intégration et une tendance eurosceptique, selon qui est au pouvoir. Autrement-dit, ils se positionnent clairement en faveur de l'intégration européenne quand ils sont au pouvoir et ils se montrent beaucoup plus sceptiques quand ils sont dans le camp de l'opposition (Hix et Gabel, 2003).

⁶⁰ Extrait issu du manifeste du PSE (1999).

⁶¹ Nous rappelons l'exemple de la Colombie que nous avons mentionné auparavant au sein de la partie portant sur l'analyse des thèmes des programmes social-démocrates.

Suivant notre analyse, nous pouvons soutenir que la social-démocratie européenne semble laisser derrière elle la tendance eurosceptique. Dans une période de crise économique et financière où l'UE est plus que jamais vulnérable, tout en étant dans l'opposition, ces partis s'adossent à une critique de la gestion politique et économique de l'UE. En revanche, cette critique ne met pas en cause le projet de l'intégration européenne. C'est la méthode qui est jugée inadéquate. Ainsi, ils prennent soin dans leur discours de distinguer leur positionnement, favorable pour l'intégration européenne de la critique qu'ils adressent aux partis au pouvoir. De plus, l'intégration européenne semble représenter l'un des facteurs sur lesquels se fonde cette critique. C'est-à-dire qu'ils reprochent aux partis de la droite le fait que leurs politiques vont à l'encontre de la réalisation du processus de l'intégration européenne.

Enfin, nous avons montré que la manière dont s'exprime l'appartenance à un collectif, *via* les traces énonciatives, est spécifique à ces partis. Le discours des programmes social-démocrates se caractérise par un double positionnement. D'un côté, il s'oppose au positionnement des forces politiques au pouvoir, c'est-à-dire de la droite. De l'autre, il s'identifie à un autre collectif, qui est celui des « citoyens » ; il s'associe à leurs volontés et à leurs droits. La légitimité d'exercice du pouvoir dans ces programmes repose sur cette assimilation avec la « voix des citoyens », contrairement aux programmes de la droite, par exemple, dont la légitimité se fonde sur la référence à l'héritage acquis par les fondateurs de l'UE, ainsi que leur appropriation de la construction européenne.

Dans le cas du discours des partis social-démocrates, la construction d'une légitimité par référence à la voix citoyenne se reflète aussi dans l'organisation du parti PSE. Ce dernier est le premier parti européen à donner la possibilité aux citoyens Européens de devenir membre du parti de manière individuelle, c'est-à-dire sans qu'une affiliation à un parti national ne soit nécessaire⁶².

⁶² Par ailleurs, depuis quelques années, le Parti Socialiste Européen est représenté par des structures propres au sein de certains pays, comme par exemple la France. On parle ainsi du 'PSE France'.

4.3. L'idéologie « de gauche »

Les principales cohérences des partis GE, PCF et AKEL, lesquelles résultent de l'analyse discursive en fonction des indicateurs du rapport au temps, des thèmes et du rapport d'énonciation, peuvent être synthétisés en trois points:

- la critique systémique de l'UE et la rupture comme possibilité pour l'avenir;
- le principe d'inégalité/égalité et la dimension internationale pour appréhender la réalité sociale ;
- l'assimilation avec « les peuples » européens.

Dans les programmes des partis de la gauche, le régime d'historicité qui se construit renvoie à la rupture. C'est-à-dire, que le lien entre le monde vécu et l'horizon d'attente ne peut se faire que par la rupture. Le passé est appréhendé comme « mauvais ». Le présent est encore pire. La crise actuelle est perçue comme la suite logique du passé et elle est dès lors interprétée comme le signe du déficit du système « capitaliste néolibéral » comme mode d'organisation de la vie commune en Europe. Les noyaux lexicaux qui forment les matrices génératrices des thèmes reposent d'une part sur l'égalité/inégalité et d'autre part sur un langage *international*. Dans ces programmes, ces matrices fonctionnent comme des outils pour la lecture de la réalité.

Ces traits discursifs communs pour les programmes de la gauche possèdent une signification historique. Ce n'est pas une même appartenance partisane au niveau européen qui explique ces cohérences, mais le partage d'un cadre idéologique commun. Partant du fait que ces partis dans leurs textes constitutionnels s'autoproclament communistes, inspirés par les théories marxistes (PCF, AKEL) ou du moins anticapitalistes (GE) ⁶³, nous pouvons ramener les traits caractéristiques des discours de ces partis aux principes idéologiques auxquels ils adhèrent.

En effet, le manifeste du parti communiste commence par une critique du modèle capitaliste et il propose comme solution et comme dépassement du capitalisme la société communiste.

⁶³ L'absence de l'utilisation du terme « communisme » s'explique par le caractère pluraliste du parti européen.

Autrement dit, l'idée même du communisme est le fruit d'une démarche critique. Pour Marx le mode de production capitaliste est source d'exploitation de la classe dominée par la classe dominante qui génère et renforce les inégalités entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui ne possèdent que leur seule force de travail. En ce sens la critique selon le principe d'égalité/inégalité, produite par le domaine de l'économie, est au fondement de l'idéologie communiste et de ce que ces partis appellent théorie marxiste. Le même argument peut être mobilisé pour l'autre caractéristique majeure de ces discours programmatiques, à savoir la dimension internationale comme loupe de lecture de la réalité sociale, également fortement présente dans le Manifeste du parti communiste (1848):

« (...) Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a donné une tournure cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays (...) Les anciens besoins que satisfaisaient les produits nationaux sont remplacés par des besoins nouveaux qui exigent pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. L'ancien isolement des localités et des nations qui se suffisaient à elles-mêmes fait place à des relations universelles, à une interdépendance universelle des nations (...) Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » (Marx et Engels, 1998)

Dans les programmes des partis de la gauche, l'avenir devient possible, nous l'avons dit, par la rupture. L'horizon d'attente ne se rend accessible que par les luttes. Les inégalités produites par le système d'organisation de l'UE sont subies par les peuples. Ces derniers se présentent comme les dominés de la société européenne. Ils subissent la domination du pouvoir européen. Dans les rapports d'énonciation, les partis de la gauche se définissent comme des représentants des peuples européens. Les rapports d'énonciation, et plus précisément la manière dont les partis convoquent les électeurs, sont aussi significatifs d'un certain positionnement idéologique. Ils font, en effet, appel « aux peuples » comme entités capables d'opérer cette rupture et de changer l'Europe.

Mais si l'affiliation avec la théorie et la critique marxiste est forte. En revanche, l'idée de la révolution, qui est au cœur de cette pensée, disparaît du discours électoral porté par ces partis de gauche. L'« autre Europe » revendiquée dans ces programmes est liée à un appel à la mobilisation des peuples, à la fois aux urnes et dans les rues. Et si les luttes à mener par les peuples sont nombreuses et dans des secteurs différents, l'idée d'une lutte « finale » semble

abandonnée par le discours de ces programmes. Les procédures de mobilisation électorale et protestataire ne se traduisent pas, pour autant, par un mouvement révolutionnaire. En effet, le terme « révolution » n'apparaît jamais dans ces programmes.

Enfin, troisième caractéristique, les discours de ces partis se rapportent aux « peuples européens », terme employé au pluriel. Cette pluralité s'articule avec la position de ces partis à l'égard de l'intégration européenne. Les partis de gauche, malgré leur organisation au niveau européen et leur participation dans les institutions européennes, restent sceptiques quant à l'idée d'une intégration européenne, du moins d'une « telle » Europe. Parler des peuples européens est aussi une manière d'éviter de parler de « citoyens européens ». Ces partis se veulent favorables au maintien de la souveraineté des peuples européens dans leur diversité, laquelle est vue comme étant mise en péril par ce processus d'intégration.

Dans les programmes, ces principes jouent sur les thèmes qui sont abordés et ils orientent la manière dont les partis se positionnent vis-à-vis de ces enjeux, comme par exemple la « crise économique », l'enjeu de l'« immigration », l'augmentation de « la durée du travail », la revendication de « la paix ».



La différenciation des mythes selon l'appartenance partisane-idéologique des programmes qui les produisent permet de soutenir qu'une certaine mésentente existe dans l'espace politique européen. Celle-ci peut être considérée comme un facteur constitutif du politique. Elle renvoie à des interprétations et des constructions des réalités européennes diversifiées et dans certains cas contradictoires. Les partis de la droite et les social-démocrates voient l'intégration européenne comme moyen pour faire face à des enjeux actuels. Chacun de ces courants tout en soulignant l'importance d'un « bon niveau économique » définit les problèmes à résoudre selon ses propres horizons. Les uns cherchent à garantir la « sécurité » au niveau européen, les autres les « droits » des citoyens européens. A l'inverse, pour les partis de la gauche l'intégration d'une « telle Europe » est rejetée en tant que mode d'organisation susceptible de résoudre les inégalités que « les peuples » européens subissent actuellement. Cela les amène à revendiquer

une « autre Europe ». Pour les trois courants, la légitimité de l'exercice du pouvoir européen se construit différemment. Pour les partis de droite, elle apparaît comme une qualité héritée des pères fondateurs de l'Europe. Pour les social-démocrates, la légitimité dérive de l'association de leurs projets à la volonté des « citoyens ». Pour les partis de la gauche du fait de se définir en tant que représentant des dominés, c'est-à-dire des « peuples » européens.

Cependant, la cohérence/incohérence discursive que les programmes présentent selon leur appartenance partisane-idéologique, peut-être nuancée. En effet, les propositions émises dans les programmes sont plus ou moins générales. En particulier les manifestes européens sont écrits afin de permettre au plus grand nombre des partis membres d'adhérer à ces propositions ou du moins de ne pas les contester. Ceci renvoie à une divergence des positions politiques entre les partis appartenant à un même groupement politique au niveau européen. Et donc à la possibilité de construction des mythes communs/différents indépendamment du facteur de l'appartenance partisane et idéologique des programmes.

Plus explicitement, nous considérerons que les représentations de la réalité européenne, construites par les discours politiques, relèvent de constructions sociales, au sens où aucune représentation n'est jamais réductible à des facteurs singuliers (Nadeau, 2005). Par exemple, pour toute proposition de la part d'un parti donné, il est possible de reconstituer un ensemble de « conditions extérieures » qui justifient ou expliquent les raisons pour lesquelles tel parti affirme telle proposition (Spitz, 1989). Ces conditions extérieures sont relatives au monde intellectuel ou cognitif au sein duquel s'inscrit le parti. Mais si ces conditions extérieures, que l'on pourrait associer au contexte intellectuel-idéologique, permettent d'expliquer ou de justifier ces propositions, elles ne permettent pas de l'expliquer entièrement car elles ne doivent pas être vues comme étant d'ordre causal.

En effet, l'idéologie d'un parti politique n'offre pas d'explication causale de ses positions. Car si, lorsqu'un parti se positionne de telle ou telle manière face à un enjeu, nous pouvons articuler ce positionnement avec son idéologie, rien ne nous permet pour autant de prétendre pouvoir prédire la position que le parti devrait avoir en référence à son idéologie. Ce qui compte essentiellement dans notre analyse reste le rapport dialogique entre une position politique et le contexte idéologique de sa production et de sa réception. En ce sens les productions cognitives